



PROJECT MUSE®

*Le feu aux poudres : une ethnologie de la modernisation du service public* by Ghislaine Gallenga (review)

Charles Bosvieux-Onyekwelu

*Le mouvement social*, Numéro 250, janvier-mars 2015, pp. 125-128 (Review)

Published by Association Le Mouvement Social



➔ For additional information about this article  
<https://muse.jhu.edu/article/576723>

instruments ont été introduits, comme les dispositifs de revenu minimum destinés aux personnes maintenues hors du marché du travail, ou de nouvelles modalités de fonctionnement des régimes de retraite (ajout de piliers supplémentaires aux régimes publics obligatoires, avec le développement des retraites d'entreprises et de l'épargne individuelle). C'est seulement dans un troisième temps que les objectifs mêmes des États sociaux bismarckiens ont été altérés, conduisant à un changement que l'on peut cette fois-ci qualifier de « paradigmatique ». L'activation des politiques sociales, le transfert du financement de la protection sociale des cotisations vers l'impôt, l'amélioration du taux d'emploi des femmes et des personnes âgées, etc., sont peu à peu devenus des exigences prioritaires, alors même qu'elles ne faisaient pas partie du modèle bismarckien d'origine.

Plusieurs chapitres thématiques résument les tendances structurelles de ces réformes : réduction du rôle des partenaires sociaux qui avaient historiquement la tâche de gérer les assurances sociales, montée en puissance de la fiscalisation de la protection sociale, adoption de politiques visant au retour à l'emploi (« *make work pay* »). À l'arrivée, Bruno Palier estime que les États sociaux bismarckiens n'ont pas connu un processus d'hybridation, mais plutôt de « dualisation » : ces pays ont désormais pour caractéristique commune de faire cohabiter deux régimes très différents de protection sociale en leur sein, de type contributif pour les personnes en mesure de travailler (les *insiders*) et de type non-contributif, financé par l'impôt, pour les autres (les *outsiders*).

L'un des intérêts de l'ouvrage est de proposer ce cadre général d'interprétation tout en faisant ressortir la singularité des trajectoires nationales, que celles-ci aient pour origine des différences politiques (régimes centralisés *vs* fédéralistes), économiques (degré d'indépendance des banques centrales et attitude face à l'inflation) ou historiques (poids du passé communiste dans le cas des pays d'Europe de l'Est, par exemple). En définitive, le livre reprend à son compte les propositions développées par Gösta Esping-Andersen dans sa préface, lequel appelle de ses vœux plus qu'il ne déplore la disparition du modèle bismarckien, tant sont nombreux les défis et les inégalités que celui-ci doit encore surmonter (recherche d'une égalité réelle entre hommes et femmes, « défamilialisation » de la protection sociale, stratégie d'investissement dans le capital humain, etc.). L'autre défi, qui s'est encore aggravé depuis la fin de la rédaction du livre en 2010, est celui de la crise des finances publiques et de son impact sur les politiques sociales : la question reste ouverte de savoir si, dans ce contexte, la réforme des États sociaux prendra un chemin aussi ambitieux que celui tracé par les auteurs, ou si elle consistera plus abruptement à tailler dans les dépenses.

Nicolas DELALANDE

**Ghislaine GALLENGA. – *Le feu aux poudres : une ethnologie de la modernisation du service public*. Paris, Éditions du CTHS, 2011, 303 pages. « Le Regard de l'ethnologie ».**

Le livre de Ghislaine Gallenga, maîtresse de conférences en anthropologie à l'université d'Aix-Marseille, est issu de sa thèse de doctorat, réalisée dans le cadre d'une immersion avec occupation de postes de travail au sein de la Régie des transports de Marseille (RTM). L'auteure avait d'abord été engagée par la Régie dans le cadre d'une convention CIFRE, avant de voir son « contrat » prolongé via un appel d'offres du ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Nous verrons que ces précisions sur la condition statutaire de l'auteure ne sont pas sans incidence sur la position de l'enquêteur.

Ghislaine Gallenga débute son étude par deux chapitres d'approche qui permettent de situer son travail par rapport à la question du service public et aux

spécificités de l'entreprise étudiée. Le premier chapitre revient ainsi sur les avatars connus par la notion de service public depuis sa mise en exergue par les juristes et « administrativistes » de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup>. Elle explique notamment que le service public fait maintenant l'objet de nouveaux discours centrés sur l'impératif de réforme et de plus grande « efficacité ». Sur ce point, l'auteure aurait pu être plus diserte sur ce que ces nouveaux discours doivent, même de loin, à l'école dite de la nouvelle gestion publique (*New public management*). Le deuxième chapitre présente les grandes lignes d'organisation de la Régie et l'inscription dans le paysage marseillais d'une entreprise qui n'a pas forcément bonne presse auprès de la population, du fait notamment de conflits sociaux récurrents.

Pour décrire le long mouvement de grève qui a perturbé la Régie à la fin de l'année 1995 et au début de l'année 1996, l'auteure revient sur le contexte national de contestation du projet relatif aux retraites et à la Sécurité sociale défendu par le gouvernement d'Alain Juppé. Le livre s'appuie sur une bonne mise en intrigue du conflit qui montre comment s'articulent le local et le national : même si certaines revendications des machinistes marseillais sont spécifiques et ne peuvent se comprendre qu'en tenant compte de la politique de management mise en place par la RTM au début des années 1990 (comme par exemple la dénonciation du double statut, en vertu duquel le personnel roulant embauché après septembre 1993 voyait son temps de travail augmenté, bénéficiait d'une couverture sociale moindre et était désavantagé dans le choix de ses congés annuels), elles rejoignent l'esprit et les mots d'ordre des salariés en grève contre le plan Juppé. La particularité des enjeux locaux est encore plus apparente quand, alors que le reste de la France reprend le travail (autour du 20 décembre), le mouvement se poursuit à Marseille bien au-delà de Noël. Les négociations tripartites entre les syndicats, la RTM et la ville de Marseille se conclurent finalement le 8 janvier par la signature d'un accord abolissant le double statut, avec à la clé une hausse significative des salaires.

Outre une iconographie qui rappellera des souvenirs à ceux qui connaissent Marseille et son réseau de transports urbains, l'ethnologie du mouvement social marseillais développée par Ghislaine Gallenga a pour principal atout d'apporter un regard privilégié, *in situ*, sur la grève. Dans cette rupture du cours ordinaire des choses, on trouve des symboles (le feu qui doit constamment brûler à l'entrée des dépôts de bus, « nos Jeux olympiques à nous », dit l'un des grévistes), mais aussi des rapports de force paroxystiques (« paranoïdes », dit l'auteure), et une violence qui n'est pas que symbolique. On apprend ainsi que vers la fin du conflit, au moment où le gouvernement et le préfet décident de faire appel aux CRS pour désentraver les dépôts, des fusils de chasse sont aperçus près de ces derniers. Cette violence des rapports sociaux n'est d'ailleurs pas seulement présente dans la description de la grève de 1995-1996 : elle irrigue également les analyses présentées par Ghislaine Gallenga dans les chapitres suivants, où l'on apprend par exemple que certains chauffeurs de bus assurent leur service en étant armés, et où l'on découvre ébahi cette scène, vécue par l'auteure (alors conductrice d'un bus de nuit), lorsqu'elle adresse un « Bonsoir » à un usager montant dans l'autobus, et que celui-ci lui répond par un « C'est à moi que vous parlez ? » avant de se regimber, de mettre un coup de poing dans le monnayeur et d'aller s'asseoir en déclarant : « C'est la première fois qu'on me dit bonsoir ! ».

La violence décrite dans *Le feu aux poudres* est celle d'un monde essentiellement masculin, et on imagine facilement les difficultés avec lesquelles l'auteure, à la fois femme et chercheuse, a dû composer. À cet égard, on peut juger que la question du genre, rencontrée par exemple lorsque Ghislaine Gallenga décrit le refus catégorique qui lui a été opposé lorsqu'elle a voulu conduire les bus de nuit, aurait pu être abordée avec plus d'insistance. Au sujet de sa propre position dans l'entreprise et dans le conflit, Ghislaine Gallenga relève de manière générale qu'elle s'apparentait parfois

à un exercice d'équilibriste, imputable pour partie à un statut de salarié hybride, pour ne pas dire bâtard, mi-cadre, mi-agent de maîtrise – une convention CIFRE implique que l'entreprise accorde au doctorant un statut de cadre, ce que la RTM n'avait consenti qu'à moitié – soupçonnée par les grévistes d'être du côté de la direction et par la direction de faire le jeu des grévistes. Surnommée « Mata Hari » par certains, Ghislaine Gallenga apprendra même vers la fin du conflit qu'elle avait été mise sur écoute par les Renseignements généraux. Dans un article de 2005, l'auteure a d'ailleurs donné quelques pistes de réflexion sur les effets de sa présence sur le déroulement de la grève. On peut néanmoins regretter que dans le livre lui-même, où la méthodologie de l'enquête n'est abordée que dans l'avant-propos, un chapitre entier ne soit pas consacré au *making-of* de la thèse et du travail ethnographique.

L'actualité de l'ouvrage de Ghislaine Gallenga consiste aussi à revenir sur ce que le service public subit lorsqu'il est pensé sur le modèle de l'entreprise privée. À travers la description de la mise en place du *Réseau libertés*, l'auteure arrive à suggérer les connotations que prennent des termes qui, apparemment anodins, sont en fait de véritables marqueurs idéologiques : ainsi celui de « modernisation » (pourquoi ne pas parler tout simplement d'« amélioration » du service public ?), ou de celui de « polyvalence », rebaptisé – et vécu comme – « polyviolence ». À l'opposé de cette novlangue qui ne dit les choses qu'à demi-mot ou de manière détournée, on constate dans les réactions des usagers – notamment des personnes âgées, qui tiennent un rôle de premier plan dans l'enquête – un attachement au service public au quotidien, en acte, comme dans le témoignage de cette vieille dame : « Moi, je dois avoir de la chance, sur ma ligne, ils [les conducteurs de bus] sont tous très sympathiques. J'en connais un, il doit bien m'aimer, quand il me voit arriver en boitant avec mon caddie, il descend toujours pour m'aider à monter, si c'est pas du service public ça ! » (p. 235). L'auteure cite le Goffman d'*Asiles*, mais c'est bien à celui de *La mise en scène de la vie quotidienne* qu'on pourrait renvoyer pour illustrer cette « microsociologie » du service public.

Un autre parallèle peut être fait avec le discours, aujourd'hui dominant, sur la dette et le fardeau que nous laissons aux générations futures. *Le feu aux poudres* nous rappelle que la dette sociale (pas celle de la CRDS, mais celle de la dégradation des conditions de travail au nom de la sauvegarde de l'emploi) est également à intégrer lorsqu'on parle de solidarité entre les générations, comme l'exprime ce traminot au sujet du double statut : « Tu sais ce que c'est de dire au revoir tous les jours à un type qui a commencé le boulot en même temps que toi ? Alors toi tu pars, et lui, il reste là, et en plus, il travaille pour des prunes, quarante minutes de plus pour le patron. Attention, je te parle de quarante minutes gratuites. Et j'insiste : par jour. Tu te rends compte, sur une année de travail ce que cela représente, et alors quand tu penses à toute une vie de travail [...] Et puis, soyons logiques, aujourd'hui ils en embauchent trois cents, dans dix ou quinze ans avec les départs à la retraite, à notre tour on sera minoritaire, et qu'est-ce qui te dit qu'on ne nous mettra pas d'ici là à la même enseigne ? Et alors tu crois qu'ils se battront pour nous, alors qu'on n'aura rien fait pour eux ! Et quel exemple j'aurai donné à mes enfants, qu'est-ce qu'ils penseront de leur père plus tard ? » (p. 113).

On peut *in fine* relever que ce qui ressort de ce travail d'enquête, c'est le rapport des employés à leur outil de travail – lorsqu'ils veulent rendre les bus inaptes à la conduite pour empêcher la sortie des dépôts, les grévistes prennent soin de démonter proprement les boîtiers de vitesse afin de ne pas les endommager – et la conviction qu'ont les machinistes que ce sont les salariés qui font l'entreprise. En témoigne ce bus que les grévistes, lors d'une manifestation de décembre 1995, tractent sur la Canebière, pour traduire le fait que les négociations avec la direction sont selon eux en panne, mais aussi l'idée que ce sont les traminots eux-mêmes qui sont le moteur

de l'entreprise. On ressort ainsi de ce livre avec cette impression que c'est bien une conception du travail, de ses implications, de son organisation, qui est en jeu dans les pratiques liées à la « modernisation » des services publics (« Un homme au travail, on le respecte », déclare un conducteur et syndicaliste p. 112). Ghislaine Gallenga réussit à nous faire entrevoir cet enjeu et à parler de ses enquêtes avec justesse, ce qui n'est jamais chose facile<sup>5</sup>.

Charles BOSVIEUX-ONYEKWELU

**Corine EYRAUD.** – *Le capitalisme au cœur de l'État. Comptabilité privée et action publique.* Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2013, 320 pages.

Depuis la décennie 1990, de nombreux États ont abandonné leur comptabilité publique spécifique pour transposer les règles de la comptabilité d'entreprise. La première avait été conçue principalement pour vérifier le respect du budget et contrôler la régularité de l'usage des fonds publics. La seconde a pour fonction de valoriser l'ensemble des opérations réalisées pendant une période, d'en mesurer le résultat, puis d'établir un bilan monétaire de l'ensemble des actifs et passifs de l'entreprise. L'ouvrage de Corine Eyraud est consacré à l'étude de cette transition dans le cas de la France. Ceci laisse prévoir des développements techniques et arides dont on imagine d'abord mal les liens possibles avec le mouvement social.

Si l'auteure ne nous épargne pas la technicité, elle montre d'emblée les enjeux politiques, économiques et sociaux d'une telle mutation. Pour ce faire, elle se situe dans une tradition particulièrement bien illustrée par les travaux d'Alain Desrosières, auquel le livre est dédié. Il s'agit « d'entrer dans l'analyse de phénomènes et de processus plus larges par le décryptage de la genèse et de l'usage d'outillages et de dispositifs » (p. 10). L'étude de ces derniers, par exemple celle des catégories de la quantification, constitue un mode pertinent et performant de mise en évidence des dynamiques d'institutions et des stratégies d'acteurs. Les outillages sont porteurs de visions du monde, de système de valeurs. Dans le cas étudié, « le nouveau dispositif comptable [...] peut nous informer [...] sur les transformations en matière de conception de l'État [...] ; les controverses auxquelles il a donné lieu peuvent nous éclairer sur les visions concurrentes portées en la matière par différents acteurs sociaux » (p. 23). De plus, le dispositif n'est pas seulement le produit de visions et de stratégies politiques ; par effet retour, l'usage d'un nouveau dispositif contribue « aux transformations internes de l'État et de ses modes d'action » (p. 23).

On sait, depuis Karl Marx et Max Weber, le rôle fondamental joué par les progrès de la comptabilité privée dans la construction de la rationalité formelle du capitaliste individuel et du système capitaliste. Jusqu'à la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'État ne se soumet pas à une telle logique lorsqu'il s'agit de représenter sa propre activité. Sa comptabilité enregistre les recettes et les dépenses à leur date de réalisation. Malgré les perfectionnements bureaucratiques, elle reste une comptabilité de caisse. De manière séparée, l'État tient aussi, sans traduction monétaire, des inventaires de ses biens immobiliers et mesure les quantités de produits dont il dispose en stock. Lorsqu'il est mis en demeure de démontrer non plus seulement la régularité de la

5. Ce que déclare Pierre Bourdieu dans *Les méditations pascalienues* (Paris, Le Seuil, 1997, p. 336) : « C'est ce qui fait qu'il est si difficile de parler des dominés de manière juste, et réaliste, sans s'exposer à paraître les enfoncer ou les exalter, surtout aux yeux de tous les bons apôtres qu'une déception ou une surprise à la mesure de leur ignorance portera à lire des condamnations ou des célébrations dans des tentatives informées pour dire les choses comme elles sont ».